

Une ville de Montréal a annulé une entente de jumelage avec Bujumbura

Radio-Canada, 24-07-2019 Mont-Saint-Hilaire annule une entente de jumelage avec Bujumbura, au Burundi Une ville en banlieue de Montréal a annulé une entente de jumelage avec Bujumbura, au Burundi, devant le tollé des membres de la diaspora burundaise qui ont qualifié le pays de dictature.

Le maire de Mont-Saint-Hilaire, Yves Corriveau, avait signé l'entente le 11 juillet au Burundi, mais son conseil municipal l'a révoquée mardi soir en son absence, affirmant qu'elle n'avait pas été approuvée correctement. Les élus ajoutent que malgré les bonnes intentions qui motivaient ce projet de jumelage originellement destiné strictement à des volets culturels et écologiques, ils ont été mal informés de son contexte et de sa possible instrumentalisation à d'autres fins politiques, est-il écrit dans un communiqué du conseil municipal. M. Corriveau a pris un congé pour une durée indéterminée de son retour du pays africain, mais il a publié mercredi une lettre ouverte d'excuses dans un quotidien local, où il reconnaît que l'objectif initial était de créer des liens avec une ville africaine. Oui, je regrette ce voyage, malgré mes bonnes intentions, a-t-il écrit. Je ne recherche pas le pardon. J'aimerais plutôt que l'on comprenne que j'ai agi en toute bonne foi, sur la base de bonnes intentions. Il aurait fallu que je fasse plus de recherches pour bien comprendre la situation politique. Je ne l'ai pas fait et ce fut une erreur. Les ententes de jumelage sont des accords juridiques conclus entre deux villes pour promouvoir des liens culturels et commerciaux. Montréal, par exemple, a des accords similaires avec un certain nombre de villes, dont Hiroshima, Manille et Shanghai. Une lettre au maire Lorsque les membres de la communauté burundaise ont été informés de la signature de l'accord, ils ont écrit une lettre ouverte pour rappeler à M. Corriveau les viols, meurtres et autres atteintes aux droits de la personne qui auraient été commis par les services de sécurité de ce pays. Dans un texte publié dans La Presse, l'Alliance des Burundais du Canada a appelé Corriveau à pas faire le jeu du régime. La lettre parle entre autres d'une milice alliée au parti au pouvoir, appelée les Imbonerakure, qui commettent des viols, tortures, meurtres et disparitions forcées en toute impunité. L'alliance a vigoureusement critiqué le maire Corriveau pour avoir serré la main du président, Pierre Nkurunziza. M. Corriveau s'est toutefois défendu d'avoir posé un tel geste. Je ne savais pas que j'allais le rencontrer. En arrivant devant lui, vous comprendrez que je ne pouvais faire autrement que lui serrer la main. Selon l'organisme Human Rights Watch, les services de sécurité du pays, les Imbonerakure et la ligue des jeunes du parti au pouvoir continuent de commettre des exécutions sommaires, des viols, des enlèvements, des passages à tabac et des actes d'intimidation contre des opposants politiques présumés. De plus, les médias locaux et internationaux, ainsi que les groupes de la société civile sont incapables de travailler de manière indépendante et ont été interdits, forcés de fermer leurs portes ou sont incapables de critiquer le gouvernement, peut-on lire sur le site. L'Alliance satisfaite Omer Ndacayisaba, un fonctionnaire fédéral membre de l'alliance qui avait écrit à M. Corriveau, a dit être heureux de la nouvelle, qualifiant le voyage du maire de décision ridicule. Cela prouve que la démocratie est réelle au Canada, a déclaré M. Ndacayisaba en entrevue. Cela prouve que le peuple a le droit de parler. Il n'y a pas de dictature dans ce pays. M. Ndacayisaba, qui a fui le Burundi il y a 20 ans lorsque le pays était en guerre, a qualifié le gouvernement en place de dictature et a appelé les politiciens québécois à ne pas légitimer le régime. Le communiqué du conseil municipal précise que M. Corriveau paiera pour toutes ses dépenses liées au voyage et qu'aucun autre coût du projet avorté ne sera assumé par les citoyens.